



RÉUSSITES
SOCIALES
INDIVIDUS IMPLIQUÉS
ET ACTIFS

CELEBRATION

1^{er} rendez-vous de l'éducation à la
citoyenneté mondiale

Compte-rendu

24 et 25 janvier 2017

1^{er} rendez-vous de l'éducation à la citoyenneté mondiale

1	Mot d'ouverture	page 3
2	Objectifs et démarche proposée	page 5
3	Portrait de l'éducation à la citoyenneté mondiale des OCI membres de l'AQOCI: résultats de l'enquête réalisée par l'AQOCI	page 5
4	Panel d'experts : l'ÉCM en contextes social et scolaire	page 10
5	Vision partagée et concertée de l'ÉCM : résultats souhaités et pistes de travail	pages 11
6	Retour sur la journée précédente : éléments additionnels de réflexion	page 17
7	Conclusion et engagements	page 19
8	Remarques de clôture	page 22
9	Liste des annexes	page 23
10	Documents du MRIF	page 23

Mot d'ouverture



Mardi 24 janvier 2017, 09h00
Mot de bienvenue et mise en
contexte

La Directrice générale de l'AQOCI, Michèle Asselin, souhaite la bienvenue aux personnes participantes et les remercie de s'être déplacées malgré des conditions météorologiques particulièrement difficiles.



Une capsule vidéo du mot de bienvenue est [disponible](#).

« L'ÉCM promeut des valeurs et des comportements qui encouragent le changement social et la solidarité internationale »

J'ai le grand plaisir de vous souhaiter la bienvenue à ce 1er rendez-vous de l'AQOCI sur l'éducation à la citoyenneté mondiale.

Qu'est-ce que l'éducation à la citoyenneté mondiale?

« L'Éducation à la citoyenneté mondiale, comme la solidarité internationale, est un concept en mouvance qui s'est développé depuis les années 1960. Elle a été traversée par les valeurs marquant chaque décennie. D'une éducation marquée par la sensibilisation charitable et l'assistance, à l'éducation pour le développement humain et durable, aujourd'hui elle propose un « cadre qui comprend les connaissances, les compétences, les valeurs et les comportements dont les citoyennes et les citoyens ont besoin pour assurer la construction d'un monde plus juste, plus pacifique, plus tolérant, plus inclusif, plus sûr et plus durable. »¹

L'ÉCM englobe nos activités d'éducation, de sensibilisation et d'engagement du public. Journées québécoises de la solidarité internationales – Semaine du développement international – QSF – autant d'occasion de mener ensemble de vastes campagnes d'ÉCM.

¹ Librement inspiré de la définition de l'UNESCO.

Globalement, elle vise la compréhension et la recherche de solutions aux nombreux problèmes qui concernent toute l'humanité. L'éducation à la citoyenneté mondiale va au-delà de l'acquisition de connaissances, elle promeut des valeurs et des comportements qui encouragent le changement social et la solidarité internationale.

Où se situe l'ÉCM au sein de notre réseau?

Inscrits dans la mission des OCI, l'éducation et l'engagement du public nous mobilisent depuis notre fondation. Quel est l'impact de nos activités éducatives? Comment évaluer les apprentissages de nos activités si diversifiées? Comment mobiliser davantage? Ces questions nous nous les posons, constamment... Et des bailleurs de fonds nous la posent également... Comment actualiser notre vision commune? Devons-nous nous approprier l'approche de l'ÉCM une tendance internationale constatée dans un monde de plus en plus globalisé et interconnecté?

Ces questions et plusieurs autres ont animé le comité consultatif qui a amorcé une démarche de réflexion stratégique il y a plus d'un an.

Pour mieux cerner notre réalité commune, une vaste enquête auprès des OCI a été menée dont nous vous présenterons les grandes lignes tout à l'heure.

Ce 1^{er} rendez-vous de l'AQOCI sur l'ÉCM est le fruit d'un travail commun qui s'est inspiré de ces multiples réflexions. C'est dans la continuité de ces réflexions que nous vous invitons à participer à la co-construction de notre propre vision de l'ÉCM.

Co-construire notre propre vision de l'ÉCM

Ensemble prenons de l'altitude et :

- échangeons sur les principes et l'approche de l'éducation à la citoyenneté mondiale (ÉCM);
- analysons la situation actuelle de l'ÉCM au sein des OCI et explorons la situation souhaitée;
- élaborons les jalons d'un plan d'action pour une ÉCM, efficace et concertée.

Cette rencontre a été élaborée selon une approche appréciative.

Les programmes d'ÉCM du MRIF

Vous êtes également convié à une démarche distincte, mais néanmoins conjointe, du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) qui vous consultera demain après-midi sur ses orientations futures en matière d'ÉCM et de financement.

L'ÉCM une alternative à l'indifférence? Une stratégie de mobilisation?

Parce que nous sommes responsables aussi du monde, comme nous l'avons affirmé lors des États généraux de la coopération et de la solidarité internationales en 2016, comment jouer pleinement notre rôle? Comment contribuer à mieux témoigner des grands enjeux complexes de notre monde? L'ÉCM n'est-elle pas la voie à privilégier contre l'indifférence populaire provoquée par cette complexité? Comment amener nos concitoyennes et concitoyens à s'engager davantage dans la construction d'un monde de paix, d'égalité, de justice et de solidarité?

Explorons ensemble comment relever ces défis!

09h20

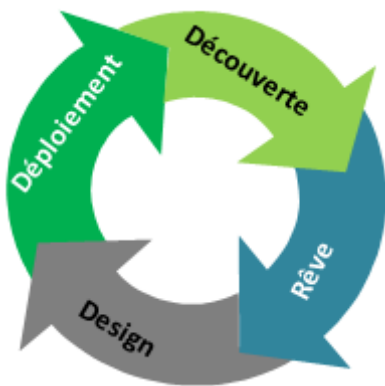
Objectifs et démarche proposée

Normande Hébert, consultante et facilitatrice, rappelle les objectifs de la rencontre :

- Échanger sur les principes et l'approche de l'éducation à la citoyenneté mondiale (ÉCM);
- Analyser la situation actuelle de l'ÉCM au sein des OCI et explorer la situation souhaitée ;
- Élaborer les jalons d'un plan d'action pour une ÉCM efficace et concertée.

Elle explique que la démarche proposée, l'approche appréciative, prend pour point de départ les acquis et des forces du milieu pour co-construire une vision des résultats à atteindre et identifier les actions qui mèneront à l'atteinte de ces résultats

Cette démarche comprend 4 étapes :



La « **Découverte** » de la situation actuelle des OCI en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale ;

Le « **Rêve** », un exercice de visualisation de la situation souhaitée ;

Le « **Design** », qui consiste à identifier les conditions favorables et les éléments nécessaires à la réalisation du rêve ;

Le « **Déploiement** » sur la base d'un plan d'action dont les premiers jalons seront identifiés dans le cadre de la rencontre.

Elle rappelle également les principes de fonctionnement de la rencontre : participation, inclusion et responsabilité partagée.



L'outil d'animation et les formulaires utilisés pour alimenter et guider la démarche sont présentés en [Annexe D](#) du compte-rendu.

09h30

Portrait de l'éducation à la citoyenneté mondiale (ÉCM) des organismes membres de l'AQOCI : résultats de l'enquête réalisée par l'AQOCI

Annick Des Granges et Martín Portocarrero présentent les résultats de l'enquête réalisée auprès des membres de l'AQOCI. Les données proviennent de 51 répondant-e-s représentant 44 organismes membres; il s'agit donc d'un taux de réponse très élevé, l'AQOCI comptant 67 membres.



Les résultats de l'enquête sont présentés en [Annexe E](#) du compte-rendu.

Les participant-e-s sont ensuite invité-e-s à réagir à la présentation de Michèle Asselin et aux résultats de l'enquête au moyen d'un exercice incluant des entrevues individuelles puis une mise en commun. Cet exercice vise à identifier les éléments qui interpellent ou surprennent davantage, à cartographier les « bon coups » et les forces du milieu des OCI en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale et à formuler des souhaits communs en vue de l'étape suivante.

Nous reprenons ci-après les principaux éléments qui ressortent de cet exercice.

a) Les constats qui interpellent : réactions aux résultats de l'enquête

***Constat : une expérience considérable et une implication importante des membres de l'AQOCI en matière d'éducation.** En effet, collectivement, les membres font état d'une expérience substantielle en matière d'éducation, avec 92% des organismes y oeuvrant depuis au moins 10 ans dont 52% depuis au moins 30 ans. De plus, l'éducation est inscrite dans la mission, les priorités et les stratégies de 80% des organismes répondants.*

Cette implication importante des membres surprend agréablement les participant-e-s, qui se réjouissent aussi de la diversité des activités, des outils et des acteurs institutionnels en présence. Certain-e-s soulignent par contre que l'expérience peut parfois bloquer l'innovation et d'autres soulignent que les OCI ne sont pas les seuls acteurs qui interviennent en éducation à la citoyenneté mondiale (ex. organisations environnementales, etc.).

***Constat : une compréhension commune, des définitions et un vocabulaire communs qui restent à développer.** Selon l'enquête, l'expression « éducation à la citoyenneté mondiale » est peu usitée par les OCI (seulement 2 répondants), qui utilisent plus fréquemment « éducation du public » ou « sensibilisation du public ».*

Le vocabulaire proposé ne fait pas forcément l'unanimité et mériterait des clarifications. Pour certain-e-s, « citoyenneté mondiale » est un concept très large, peut-être trop vague, et il y a lieu de se demander si ce changement de langage est pertinent. D'autres utilisent plutôt « éducation à la solidarité internationale » et s'inquiètent de la disparition du terme « solidarité » dans le discours. Enfin, l'on souligne que ce changement de langage, d'éducation du public à éducation à la citoyenneté mondiale, ne se traduit pas forcément par un changement de pratiques.

***Constat : une certaine convergence dans les visées et les thématiques du travail d'éducation.** Les interventions des membres visent principalement la sensibilisation (84%), l'engagement (76%) et la mobilisation (68%) du public ; les thèmes les plus abordés dans le travail d'éducation sont ceux liés à la justice sociale, à l'inclusion, à l'égalité et au respect des droits humains. Par contre, comme le démontre l'enquête un peu plus loin, le choix des thématiques est plus fréquemment lié aux expertises internes des OCI (94%) qu'aux événements d'actualité (36%).*

Des participant-e-s relèvent qu'une plus large place devrait être ménagée à la compréhension interculturelle et à la lutte contre le racisme et contre la montée du populisme de droite.

Il est important de renouveler l'analyse pour que l'expertise reflète les enjeux de l'actualité. Des questions sont également soulevées sur la place de l'éducation par rapport à la levée de fonds : s'agit-il d'un continuum (geste d'engagement) ou y a-t-il une frontière à tracer et si oui, où se situe-t-elle ? Par ailleurs, les activités visent-elles à faire la promotion d'un organisme ou d'une cause ou vise-t-on un impact réel en éducation, avec une vision à long terme en vue d'un changement de mentalité et de comportement ? Le succès est-il analysé en fonction du résultat immédiat ou de la pérennité de l'apprentissage ?

Constat : une très forte présence dans les milieux scolaires et académiques. Les principaux publics-cibles du travail d'éducation des OCI se retrouvent dans les milieux scolaires et académiques (élèves du secondaire, étudiant-e-s du secteur professionnel, des Cégeps et universités, enseignant-e-s) ; d'ailleurs, la quasi-totalité des répondant-e-s (94%) indiquent que leur organisme intervient dans ces milieux.

Cette concentration dans les milieux scolaires et académiques constitue une surprise pour plusieurs participant-e-s, dont certain-e-s interviennent plutôt

auprès du grand public ou encore, auprès des syndicats ou d'autres secteurs. Le corollaire de cette concentration est qu'elle crée un problème de concurrence entre OCI en l'absence de mécanismes de concertation. L'on s'étonne par ailleurs du peu de présence en milieu scolaire primaire et du fait que peu d'activités s'adressent au personnel enseignant.

Constat : en contrepartie, une faible articulation des activités au programme scolaire. Le choix des thématiques du travail d'éducation est bien davantage basé sur l'expertise existante des OCI (94%) et sur l'intérêt des élèves et enseignant-e-s (47%) que sur le programme scolaire (8%).

De l'avis de plusieurs participant-e-s, ce manque d'arrimage aux programmes scolaires constitue une des grandes surprises de l'enquête, alors même que la présence en milieux scolaires et académiques est si importante.

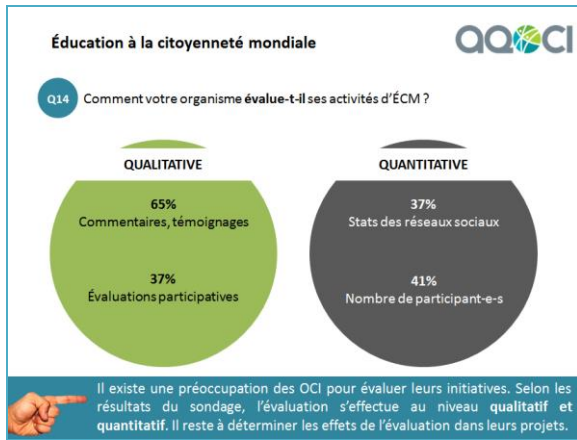
Constat : des préoccupations et des difficultés partagées : les coupures et le manque de ressources (financières et humaines), la difficulté de trouver et de développer des partenariats, le manque de collaboration voire la concurrence entre OCI, le manque de connaissance et de reconnaissance du travail des OCI sont autant de difficultés évoquées par les répondant-e-s au sondage.

Tout en se disant réconfortées par le fait que leurs préoccupations soient partagées, les personnes participantes sont particulièrement interpellées par cette problématique de concurrence entre OCI, même si elle ne se pose pas de

la même façon en régions ou dans les grands centres.

Constat : la nécessité de développer et de renforcer l'évaluation des activités d'éducation. Les OCI ont mis en place des mesures d'évaluation qualitatives (cueillette de commentaires et témoignages, 65% ; évaluations participatives, 37%) et quantitatives (statistiques des médias sociaux, 37% ; nombre de personnes participantes, 41%), mais il resterait à déterminer quels sont les effets de ces mesures d'évaluation dans les projets. Les principales difficultés identifiées à ce niveau sont le manque de ressources, l'absence de stratégies organisationnelles intégrées et le manque d'outils d'évaluation.

Image : Résultats de l'enquête réalisée par l'AQOCI



Les difficultés au niveau de l'évaluation surprennent certaines personnes participantes, et l'on se demande s'il n'y aurait pas lieu de faire une mise en commun des outils existants. On souligne l'importance de développer des

indicateurs fiables et mesurables, basés sur la théorie du changement et en fonction d'une vision à long terme (changement de mentalité, de comportement, engagement).

b) De nombreux éléments de fierté : les OCI peuvent tabler sur des acquis importants

Après avoir identifié et partagé des expériences réussies dont les personnes participantes sont particulièrement fières, l'on dresse un inventaire des forces sur lesquelles les OCI peuvent collectivement tabler dans leur travail d'éducation :

- Activités qui permettent à des jeunes de vivre une expérience forte;
- Appui au plaidoyer politique ;
- Renforcement mutuel;
- Renforcement des solidarités Nord-Sud (entre différents contextes);
- Démarches (ex. théâtre forum) qui permettent aux participants de trouver leur propre solution;
- Proximité inclusive;
- Militantisme;
- Développement du sentiment d'être partie prenante;
- Activités qui proposent un rite initiatique de passage à la solidarité mondiale (particulièrement pour les plus jeunes qui vivent leur première expérience);
- Responsabilisation;
- Engagement;
- Développement d'appartenance à un groupe;
- Autonomisation des femmes;
- Ressources financières adéquates;
- Activités qui favorisent l'empathie et la prise de conscience chez les jeunes;

- La diversité de nos partenariats;
- Tournée des classes JQSI;
- Partenariats différents des « habituels » ex. table des aînés;
- Outils efficaces – ex. jeu de société Globo-poli;
- La capacité de briser des silos et de créer de nouveaux réseaux;
- Qualité de l’engagement, professionnalisme;
- Qualité des ressources humaines – ressources humaines adéquates;
- Programmations arrimées au curriculum scolaire – issues d’un cadre théorique;
- Partenariat avec le communautaire;
- Projets participatifs – ex. théâtre forum;
- Contacts privilégiés avec enseignant-e-s;
- Partenariats renforcés – continuité
- Interculturalité;
- Communauté de pratique en ÉCM, ex. CJS avec enseignant-e-s;
- Valoriser d’abord pour informer ensuite;
- Partenaires outre-mer alimentent l’ÉCM;
- Partenariats enrichissants;
- Campagne nationale de plaidoyer sur les ODD ;
- Personnel motivé et créatif;
- Engagement des communautés locales (groupes dans les universités, Cégeps).

c) Des souhaits pour l’avenir

Pour conclure cet exercice et sur la base des constats précédents, les personnes participantes formulent un certain nombre de souhaits qui se résument comme suit :

Le **développement d’une vision commune** : que l’ÉCM soit dotée d’une vision et d’objectifs clairs ; qu’elle ne constitue pas une expression fourre-tout ; qu’elle contribue au questionnement du modèle dominant, à politiser, à renforcer le processus démocratique ; qu’elle permette d’établir des liens entre les enjeux locaux et internationaux, de mettre de l’avant les causes systémiques de la pauvreté et de l’injustice, de réduire le racisme, de contrer le populisme, de faire en sorte que nos concitoyens soient réellement concernés par ce qui se passe sur la planète ; qu’elle contribue à bâtir des rapports vraiment égaux entre le Nord et le Sud.

Une **convergence accrue des actions** : le développement d’alliances et de partenariats stratégiques entre OCI, d’échanges plus réguliers (« créer l’habitude annuelle, l’automatisme ») ; le développement d’une campagne concertée avec des outils communs à l’échelle québécoise ou canadienne ; le développement d’une stratégie de concertation mettant en valeur les forces et les spécificités des OCI ; le développement d’une plateforme virtuelle qui recense les outils en ÉCM des membres, d’une base de données ; le renforcement de la concertation et la mise en place d’une communauté de pratique.

Une **reconnaissance accrue de l’importance de l’ÉCM** : à la fois au sein du milieu de la coopération internationale et face à ses interlocuteurs (ministères, médias, etc), de même que dans le dialogue politique.

Le **renforcement, la diversification et l'innovation** : plus de ressources financières et humaines et l'accès à des mécanismes innovants ; développer des indicateurs d'évaluation en lien avec les objectifs des activités d'ÉCM ; tenir compte de l'aspect régional ; sortir des sentiers battus pour rejoindre de nouveaux publics et développer de nouvelles alliances (ex. maisons de femmes, CJE, diasporas) ; développer des

outils encore plus innovants et créatifs ; dans le cadre des actions existantes, se livrer à une réflexion en profondeur sur les stages en milieu scolaire et leur encadrement, développer un meilleur arrimage avec le programme scolaire, davantage d'applications pédagogiques, mieux prendre en compte les attentes et les besoins des enseignant-e-s.

11h20

Panel d'experts : l'ÉCM en contextes social et scolaire



Le panel est animé par Geneviève-Gaël Vanasse, Coordonnatrice des programmes d'éducation et de mobilisation du public à Oxfam-Québec.

Rachad Antonius, professeur de sociologie à l'UQÀM, chercheur, consultant et personne-ressource dans les milieux de la solidarité internationale, propose des éléments de réflexion sur l'éducation, sur le rôle de différents intervenants – militants, OCI, chercheurs et intellectuels – en ÉCM, sur le sens et les dimensions du concept de citoyenneté dans le contexte et face aux enjeux actuels et sur les réponses que le travail en ÉCM est appelé à apporter face à la mondialisation.

La présentation de Marie-Hélène Chastenay, responsable de l'éducation interculturelle à la Direction des services d'accueil et d'éducation interculturelle du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MÉES), examine l'apport de l'ÉCM à l'éducation des jeunes du Québec; l'intégration actuelle de l'ÉCM aux curriculums et à la vie scolaires; les enjeux et les défis de l'ÉCM en milieux scolaires et académiques et le rôle des organismes de coopération internationale et de la société civile dans la promotion de l'ÉCM en contextes scolaires et académiques.



La présentation de Monsieur Antonius est disponible en **Annexe F** et celle de Madame Chastenay en **Annexe G**.

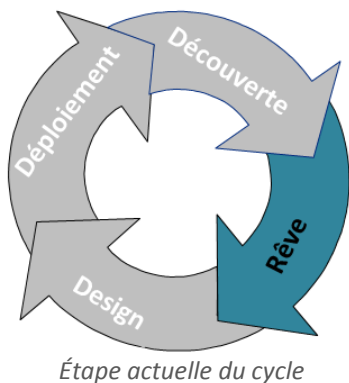


Une capsule vidéo du panel d'experts est **disponible**.

Après avoir repris quelques-uns des éléments saillants des deux présentations, l'animatrice rappelle que le nombre et la diversité des organismes du milieu des OCI constitue en soi une grande force, en autant qu'il soit possible de développer une définition commune et de formuler une stratégie commune.

13h45
Vision partagée et concertée de l'ÉCM : résultats souhaités et pistes de travail

a) **Le « rêve » : imaginer une situation idéale**



En repartant des constats, des acquis et des souhaits identifiés en matinée, les personnes participantes sont invitées à se

livrer à un exercice individuel de visualisation² de ce que pourrait être l'ÉCM dans cinq ans, dans une situation idéale, puis d'écrire les mots et les images qui leur viennent à l'esprit.

Elles sont ensuite invitées à partager avec leurs équipes respectives ces images et ces idées, à identifier les éléments partagés puis à élaborer, en groupe, une présentation d'au maximum trois minutes sur leur rêve commun. Cette présentation peut prendre la forme d'un sketch, d'une affiche, d'une chanson, d'une annonce publicitaire, d'une vidéo ou autre; il s'agit, de rendre, d'une façon ludique, une vision partagée des résultats souhaités.



Une capsule vidéo des différentes présentations est **disponible**.

b) **Les composantes du « rêve »**

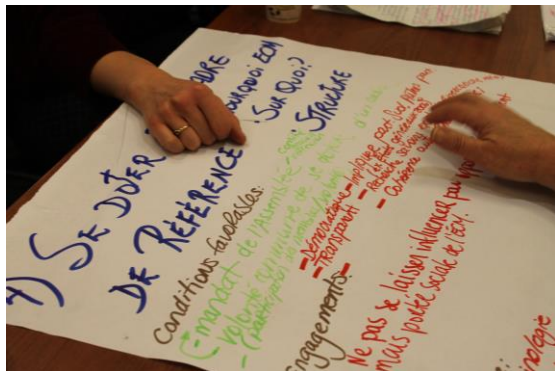
Michèle Asselin et Normande Hébert effectuent une synthèse des différentes présentations. Les huit grands thèmes/souhaits qui en ressortent sont les suivants :

- 1) Élargir les partenariats et développer les collaborations (incluant nos partenaires du Sud);
- 2) Renforcer les capacités d'analyse et de recherche;
- 3) Renforcer l'évaluation;
- 4) Se doter d'un cadre de référence : pourquoi l'ÉCM, sur quoi, quelle(s) structure(s);

² L'outil de visualisation est inclus dans la trousse d'animation en **Annexe B**.

- 5) Développer des communautés de pratique et le partage
- 6) Besoin de reconnaissance et de pouvoir d'influence;
- 7) Mise en commun et développement d'outils et d'expertise;
- 8) Développer notre argumentaire et renforcer le plaidoyer.

Les personnes participantes sont invitées à se regrouper par thème de leur choix puis à réfléchir aux éléments nécessaires pour passer de la situation actuelle à la situation « rêvée » : conditions favorables requises, engagements requis et formes que ceux-ci doivent prendre, relations souhaitées entre les OCI, l'AQOCI et les milieux de l'éducation, pistes d'action possibles.



Travail en équipe : se doter d'un cadre de référence en ÉCM

c) Du rêve à la réalité : les conditions et les actions requises

c.1 Élargir les partenariats et développer les collaborations (incluant nos partenaires du Sud)

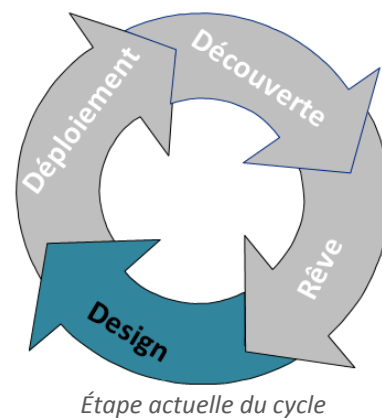
Les conditions favorables :

- L'accès à du financement, le nerf de la guerre;

- Dresser un répertoire des activités des OCI en ÉCM – qui fait quoi;
- Élargir nos actions à nos alliés « non-naturels » - ex entreprises, nouveaux publics;
- Travailler à développer une ouverture plus grande au sein des ambassades afin de faciliter l'obtention de visas pour nos partenaires du Sud.

Les pistes d'action :

- Les derniers États généraux ayant eu lieu en 2006, en tenir de nouveaux
- Inviter nos partenaires du Sud plus régulièrement dans le cadre des activités d'ÉCM



c.2 Renforcer les capacités d'analyse et de recherche

Les conditions favorables :

- Reconnaître que le rôle des intellectuels n'est pas cantonné aux universités et qu'ils peuvent fournir un appui pour mieux comprendre les enjeux ;
- Reconnaître l'importance des théories pour orienter les réflexions/actions
- Disposer de plus de temps pour la réflexion, à l'interne mais aussi au niveau intersectoriel;

- Création et transfert de connaissances;
- Interactions accrues entre les activités de terrain et les activités de recherche;
- Décloisonnement entre les OCI, les groupes sociaux, les militants, les intellectuels, etc.

Les pistes d'action :

- Encourager et développer la formation continue;
- Activités de transfert et d'échange de connaissances à l'interne et à l'externe;
- Dans les rencontres d'équipe, consacrer une partie du temps à l'analyse;
- Formaliser des lieux de réflexion;
- Établir des collaborations avec les universités (recherche);
- Réaliser des diagnostics.

c.3 Évaluation

Les conditions favorables :

- Ne pas présupposer des besoins des OCI – effectuer une analyse des besoins;
- Volonté organisationnelle qui implique tous les niveaux d'autorité et tous les intervenants – participation de tous;
- Ouverture pour accepter les recommandations;
- Voir l'évaluation de façon positive;
- Disposer de ressources;
- Faire appel à des collaborations internes et externes (praticiens, experts, personnes ressources).

Les pistes d'action :

- Création d'une cellule SEAR (suivi, évaluation, apprentissage et « redevabilité ») avec l'appui d'experts;
- Renforcement des capacités pour mieux comprendre l'évaluation;

- Créer une boîte à outils : trousse, répertoire des meilleures pratiques;
- Développer un cadre conceptuel commun en évaluation.

c.4 Se doter d'un cadre de référence : pourquoi l'ÉCM, sur quoi, quelle(s) structure(s)

Les conditions favorables :

- Un mandat clair de l'Assemblée générale de l'AQOCI et une appropriation par les instances, afin que la volonté ne se situe pas uniquement au niveau des individus;
- Un processus qui doit être démocratique et transparent, être cohérent avec la Charte des principes de l'AQOCI;
- Un processus auquel il faudra associer nos partenaires du Sud et aussi d'autres partenaires (États généraux);
- Ne pas se laisser influencer par les opportunités de financement et garder en tête la portée sociale de l'ÉCM;
- Un cadre de référence qui doit reposer sur une vision commune et des valeurs communes ; s'entendre sur un projet de société;
- Ouverture à redéfinir nos actions et à auto-analyser nos pratiques internes.

Les pistes d'action :

- Création d'un comité avec pour mandat de préciser la terminologie, de clarifier ce qu'est/ce que n'est pas l'ÉCM ; ce comité devra faire état d'une représentation régionale équitable, tenant compte de la diversité des mandats des OCI;
- Validation par les instances des OCI;
- Discussions en Assemblée générale pour orienter le travail du comité.

Ress. Financières
adéquates et

Arte des Forces

Favoriser
l'empathie et la
prise de conscience
chez les jeunes

Partenariats
différents
du « habituel »
ex. table cinés

PROJETS
Participatifs
(ex. théâtre
FORUM)

Contacts
prioritaires
avec
enseignants

OUTILS

c.5 Développer des communautés de pratique et le partage

Les conditions favorables :

- Compréhension de la différence entre table de concertation et communauté de pratique ; alors qu'une table de concertation réunit des acteurs différents provenant de milieux différents, la communauté de pratique constitue en quelque sorte une « faculté d'éducation permanente » pour praticiens;
- Temps et lieu de rencontre favorables pour tous (pourrait être une plateforme web);
- Ressources pour le fonctionnement;
- Objectifs mobilisateurs – savoir d'où on part et où on veut aller, les résultats attendus;
- Des outils de communication universels et un porteur de dossier par région, organisme, etc., toujours le même pour assurer une continuité;
- Un processus de remise/reprise si cette personne change;
- Un ordre du jour bien défini, du temps imparti bien défini pour chaque point, un compte-rendu;

- Répondre vraiment aux besoins des personnes;
- Possibilité d'établir des groupes thématiques.

c.6 Besoin de reconnaissance et de pouvoir d'influence

Les pistes d'action :

- Offrir une tribune aux jeunes stagiaires – une table de concertation-jeunesse en solidarité internationale, toutes organisations confondues, pour avoir un pouvoir d'influence;
- Établir un programme de reconnaissance de l'engagement sur le modèle de Force Avenir;
- Organiser une formation en plaidoyer;
- Développer un rôle pour l'AQOCI en tant qu' « offshore » pour le plaidoyer.

c.7 Mise en commun et développement d'outils et d'expertise

Les conditions favorables :

- Plus grand partage et ouverture entre OCI (beaucoup d'outils existent et pourraient être partagés);

- Établir une collaboration entre l'AQOCI et le milieu de l'éducation;
- Des moyens : ressources humaines et financières pour mettre en commun nos ressources et agir comme facilitatrice du partage (en tant qu'AQOCI).

Les pistes d'action :

- Élaborer une Charte du partage signée par les OCI;
- Créer une plateforme interactive (intranet / site web) qui pourra être utilisée par les personnes ressources des OCI pour partager les outils;
- Former un comité ou une communauté de pratique.

c.8 Développer notre argumentaire et renforcer le plaidoyer

Les conditions favorables :

- Engagement des OCI (instances) - que tous soient sur la même longueur d'onde;
- Stabilité financière;
- Se baser sur les valeurs de l'AQOCI (Déclaration du Québec).

Les pistes d'action :

- Mettre sur pied un groupe de travail pour développer une stratégie commune de plaidoyer;
- Devenir un interlocuteur crédible en ÉCM et en plaidoyer.

Une relation souhaitée : Mieux tenir compte des besoins des milieux (scolaires, géographiques, etc.).



Une capsule vidéo des différentes présentations est [disponible](#).



25 janvier 2017, 9h

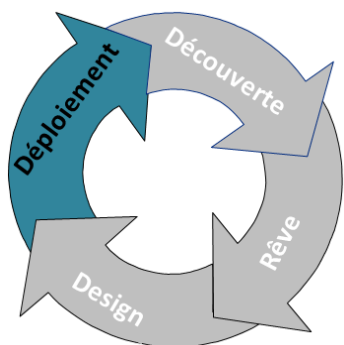
Retour sur la journée précédente :
éléments additionnels de réflexion



Jean-Marc Lord (Comité de solidarité de Trois-Rivières – CS3R), Philippe Tousignant (Educonnexion) et Molly Kane (Entraide missionnaire) effectuent à tour de rôle un retour sur la journée précédente et proposent des éléments de réflexion à l'assemblée.



Une capsule vidéo des différentes présentations est [disponible](#).



Étape actuelle du cycle

Jean-Marc Lord rappelle que le CS3R a une longue réputation d'organisation militante. Il a été fondé lors du coup d'État au Chili, alors qu'une assemblée de près de 200 personnes avait mené à la création du comité. C'est donc dans l'ADN même de l'organisation de favoriser le changement social, de dénoncer des situations, de mettre en œuvre des actions pour le changement. Le CS3R est très à l'aise avec la mission de l'AQOCI et la Déclaration du Québec et considère qu'il y a une place au sein de l'AQOCI pour les organisations qui font de l'éducation à la solidarité. Les discussions de la veille ont permis de faire des avancées importantes mais il est essentiel de tenir compte de certains éléments, par exemple :

- 2 milliards de personnes vivant avec moins de 2\$ par jour ;
- le récent rapport d'Oxfam qui mentionne que 8 personnes possèdent plus, à elles seules, que la moitié la plus pauvre de l'humanité ;
- 1700 milliards de dollars dépensés chaque année en armements, en guerres, en militarisation alors qu'une fraction (un cinquième) de cet argent réglerait la majeure partie des problèmes mondiaux en santé, en éducation de base, en élimination de la pauvreté extrême ;
- le même montant permettrait de contrer les effets néfastes des changements climatiques ;
- le 1% des plus riches qui dissimule 21 mille milliards de dollars dans les paradis fiscaux ;
- ces paradis fiscaux qui existent parce que des nantis s'achètent littéralement des politiciens,

colonisent les milieux politiques et les parlements pour passer des lois qui permettent l'existence des paradis fiscaux;

- même quand l'économie va bien, presque autant de gens vivent dans une pauvreté extrême qu'en période de crise ;
- le système se nourrit de l'exploitation des gens, de la vente d'armes ; avec les changements climatiques, il menace la survie même de l'humanité d'ici 200 ou 300 ans, mais n'est pas assez remis en question pour que les choses changent.

Pour toutes ces raisons, l'éducation à la citoyenneté mondiale doit être la priorité des priorités. Il faut mettre le public au courant, lui faire savoir comment et pourquoi les choses se passent de cette façon, l'amener à réfléchir à des alternatives ; l'éducation doit servir à mobiliser pour un changement durable et viable.

Les discussions de la veille n'ont pas permis de souligner suffisamment qu'il ne faut pas que les stages et autres programmes de coopération (que le CS3R mène également) finissent par faire perdre de vue les causes des problèmes pour se contenter de gérer des programmes, «une *business*.» Le plan d'action doit tenir compte du contexte social. Il ne s'agit pas seulement de proposer des activités ; celles-ci doivent s'inscrire dans une volonté de changer les choses.

Finalement, il rappelle que la restriction de 10% ne concerne que les organisations détentrices d'un numéro de charité fédéral et concerne les activités

politiques, mais qu'il est quand même permis de faire du plaidoyer.

Philippe Tousignant d'Educonnexion aimerait ajouter trois remarques générales. En 40 ans, il est question d'une perte de 46% de la biodiversité ; nos écosystèmes sont en train de s'effondrer et il faut répondre à cette situation avec un projet de société. Dans le cadre des activités d'éducation à la citoyenneté mondiale, avant de focaliser sur les moyens financiers, il faut définir quel type de citoyens l'on veut créer au Québec, des citoyens capables d'agir pour le changement. Il faut une stratégie complète pour repenser l'éducation.

Lorsque les studios Disney planifient un film, trois équipes sont mises en place : une équipe de rêveurs, une équipe de logisticiens et une équipe de « réalistes » et de comptables. Chacune de ces équipes travaille au projet tour à tour : les rêveurs qui imaginent, les logisticiens qui analysent quelles sont les possibilités et les limitations techniques, puis les comptables qui posent des limites en fonction des coûts. Le projet est ensuite repassé aux rêveurs, et ainsi de suite. Si l'on ne commence pas par un rêve, l'on finit par ne voir que les limitations, en oubliant les moyens qui sont à disposition.

Une deuxième remarque concerne l'arrimage au système scolaire. À son avis, c'est un piège de croire que l'éducation au changement ne peut se faire qu'en dehors du système scolaire. Au contraire, il s'agit d'un milieu très dynamique et les OCI doivent se pencher davantage sur les façons d'arrimer leurs activités aux milieux scolaires. Elles ne

doivent pas non plus s'empêcher de repenser le système scolaire et de proposer des choses au ministère en vue de reconstruire le cursus.

Une troisième remarque concerne la notion de citoyenneté. Il a beaucoup été question la veille de la citoyenneté dans sa dimension socio identitaire, dans sa dimension juridique (en lien avec les droits humains, les responsabilités) et dans sa dimension politico participative (comment on mobilise). Mais ces discussions ramènent à la remarque du début : il faut préciser quelle est la vision du citoyen, cartographier à quoi chaque acteur peut contribuer et s'associer à d'autres partenaires en vue de ce projet.

Molly Kane de l'Entraide missionnaire souligne que les résultats de l'enquête présentée la veille étaient intéressants mais qu'il lui semble difficile de parler globalement d'éducation à la citoyenneté mondiale alors que dans différents milieux (scolaires, communautaires ou autres), les approches sont forcément différentes. On ne peut pas en parler de façon globale sans opérer ces distinctions essentielles.

Dans les discussions, il ressortait une grande préoccupation pour le financement en tant qu'obstacle mais il faut faire attention et se préoccuper d'abord de pertinence, de méthodologie ; focaliser uniquement sur le financement est un danger.

« Il faut regarder comment financer l'autonomie de façon à pouvoir faire ce qu'il y a à faire ».

Puisque les OCI sont préoccupés par la situation du monde, une réflexion continue est nécessaire pour mieux comprendre les enjeux sociaux. On parle beaucoup d'efficacité, de résultats, de cadres logiques, mais pas beaucoup de pertinence. Or il est essentiel de renouveler l'analyse : pas seulement sur les questions de conjoncture et de financement, mais aussi sur la trajectoire. Voit-on venir un effondrement du capitalisme ? Ou au contraire, le système est-il impossible à changer et faut-il se résigner à vivre avec lui ?

Puisqu'il est question de poser des jalons pour l'avenir, il faut tenir compte de l'importance de cette analyse continue, de la place de l'éducation dans cette analyse, de ce que cela demande comme méthodologie. Hier les gens ont manifesté leur désir de travailler ensemble, leur volonté de mettre les choses en commun, mais aujourd'hui il faut que « le monde entre dans la salle » et que les organisations reconnaissent l'importance de faire un travail continu d'analyse.

9h30

Conclusion et engagements

Plusieurs des jalons d'un plan d'action ayant été identifiés la veille, Michèle Asselin et Normande Hébert proposent de modifier le programme de la rencontre pour procéder plutôt à une discussion en plénière puis à un exercice en équipe.



a) Discussion en plénière : Pourquoi est-il important de développer un travail commun et une vision commune ?

Les personnes participantes sont invitées à expliquer davantage pourquoi elles jugent important de développer un travail en commun et une vision commune en matière d'ÉCM.

Plusieurs des intervenant-e-s y voient un **levier pour améliorer l'impact, la portée et la cohérence** de leur travail :

- *Parce que le message de notre travail en commun passera avec plus de force si nous réussissons à développer une vision commune.*
- *Parce que nous pourrons optimiser nos énergies, mener des actions qui ne seront pas divergentes.*

- *Deux maîtres mots : synergie et cohérence. On l'a vu avec l'exemple d'Haïti où interviennent 10 mille ONG depuis le séisme ; s'entendre sur les concepts est essentiel.*
- *Parce qu'il y a des milliers d'associations et des milliards de citoyens à travers le monde, et que les OCI canadiennes ont une notoriété importante.*
- *Parce que ce travail jette les bases d'un projet de société et qu'avec la présence des acteurs des OCI et des ministères au tour de la table, nous avons en mains tous les ingrédients pour que la « mayonnaise prenne »...*

D'autres soulignent qu'un travail commun permettra de **mieux faire face aux enjeux de la conjoncture actuelle** :

- *Parce que le monde est en crise et il faut que les citoyens soient formés pour comprendre et outillés pour agir, pour pallier aux enjeux.*
- *Pour contribuer à bâtir une force commune contre les mouvements de droite populiste (ex. montée du racisme, discrimination); pour faire front commun pour promulguer nos valeurs progressistes – ce n'est pas seulement un devoir social mais une urgence dans le contexte actuel.*

Enfin, l'on mentionne qu'il faut **repenser collectivement la logique et les approches** du travail d'ÉCM :

- *Pourquoi le faire, pourquoi le faire ensemble, pourquoi le faire à partir d'un plan ? Le faire, c'est parce qu'on n'a pas le choix si on veut s'en sortir et ensemble, on l'a assez dit. Pourquoi à partir d'un plan ? Parce qu'il faut le faire à partir d'une analyse qui indique ce qui doit être fait puis voir comment chacun peut contribuer. J'ai été très interpellé hier par une des statistiques qui indiquait que les thèmes de l'ÉCM sont choisis en fonction des intérêts des ONG plutôt que sur la base des besoins des publics cibles, alors que ça devrait être l'inverse. Notre logique d'intervention devrait être inversée et nous devrions travailler à partir de ce que nous devons faire. Les OCI ne sont plus les seuls joueurs qui*

font de l'éducation à la solidarité internationale et il y a d'autres intervenants. Il ne faut donc pas ronronner. L'AQOCI devrait peut-être se transformer en « AQOSI » pour intégrer d'autres intervenants qui font de la solidarité mais pas forcément de la coopération.

- *Il faut écouter les principales personnes concernées. On peut faire un parallèle avec la lutte contre le racisme et le colonialisme ; si on veut que l'ÉCM soit cohérente, il faut partir des besoins des principales personnes concernées. Dans un contexte de crise civilisationnelle et de racisme, il faut écouter ce que le public a à nous dire, le laisser auto-construire, remettre en question les inégalités que nous perpétons tous et toutes parce que nous faisons partie de la société.*

b) Exercice en équipes : engagement et mobilisation des membres

Normande Hébert propose que les différentes équipes se réunissent pour répondre à deux questions :

- Quel est mon engagement en tant que membre de l'AQOCI pour contribuer à la mise en œuvre de la vision et du plan d'action en ÉCM ;
- Qu'est-ce que je rapporte à mon organisme pour favoriser sa contribution à la mise en œuvre de la vision et du plan d'action en ÉCM.



En effet, l'AQOCI souhaite que les personnes participantes deviennent des relais au sein de leurs organisations respectives et pouvoir compter sur leur appui dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie concertée et de la mise en œuvre des étapes subséquentes.

Faute de temps, il n'est pas possible de revenir en plénière pour partager les réflexions des différentes équipes.

Les personnes participantes indiquent toutefois leur volonté de partager les ressources et de privilégier une approche axée sur le partenariat entre organismes. L'on souhaite également le développement d'un modèle de complémentarité plutôt que de compétition.

Deux recommandations additionnelles sont émises par des personnes participantes au moment de conclure l'exercice :

- Compte tenu de cette volonté commune d'établir un cadre partagé, il faut également tenir compte des activités qui nous concertent déjà, comme les JQSI, et les inclure dans les

réflexions stratégiques ou internes sur les programmes d'ÉCM ;

- Dans le cadre du plan d'action en voie d'élaboration, les états généraux que nous souhaitons tenir devraient être suivis d'un geste public, politique (par exemple la signature d'une déclaration par tous les OCI), qui en constituerait l'aboutissement.

Deux capsules vidéo résument ces activités :



- [L'importance de se donner une vision et un plan d'action commun ÉCM](#)
- [Plénière finale](#)

10h30

Remarques de clôture

Michèle Asselin clôture la rencontre en soulignant que comme d'autres l'ont mentionné avant elle, l'éducation à la citoyenneté mondiale, un des moyens de changer le monde, fait partie de l'ADN des membres de l'AQOCI.

Si cette éducation à la citoyenneté mondiale doit donner un sens aux actions communes, il ressort clairement des discussions des derniers jours qu'il faut en préciser la définition et un cadre de référence en tant qu'AQOCI. Il faut développer une vision commune, formuler une définition et se l'approprier ; cette définition ne sera pas figée et va évoluer dans le temps. Ce qui suppose un engagement collectif : il faudra former des comités, ces comités devront travailler ensemble et il est question d'un vaste projet. Au cours des derniers jours, il a été question de tenir de nouveau des états

généraux et il serait peut-être temps. D'autres ont parlé de poser un geste politique marquant, de développer un travail en commun avec les mouvements sociaux, écologiques, féministes, de travailler autrement avec nos partenaires du Sud. Il serait même possible d'envisager des états généraux Nord-Sud.

L'éducation à la citoyenneté mondiale peut devenir un axe important de la mission de l'AQOCI, qui est en voie de révision. Ce rendez-vous était un commencement ; plusieurs des personnes participantes se retrouveront le 23 février en assemblée générale spéciale pour parler de la mission et pourront intervenir pour voir comment l'ÉCM peut s'inscrire dans cette mission.

Elle conclut en remerciant les personnes participantes ainsi que les membres du comité consultatif et en soulignant qu'il faudra maintenant former un comité de suivi de la rencontre.



Une capsule vidéo résume le [mot de fermeture](#).

L'assemblée est levée à 10h45.

Liste des annexes

- [Annexe A](#)** : Document de convocation
- [Annexe B](#)** : Ordre du jour
- [Annexe C](#)** : Liste des présences
- [Annexe D](#)** : Le plan et les outils d'animation
- [Annexe E](#)** : Les résultats du questionnaire sur l'ÉCM
- [Annexe F](#)** : Présentation de Monsieur Rachad Antonius, UQÀM
- [Annexe G](#)** : Présentation de Madame de Marie-Hélène Chastenay, MÉES

Documents, MRIF

- [Déroulement, consultation – Appui financier du MRIF aux initiatives d'ÉCM](#)
- [Réflexions sur l'appui financier du MRIF aux initiatives d'ÉCM](#)
- [Défis et solutions préliminaires](#)



Association québécoise
des organismes de
coopération internationale

aqoci.qc.ca